



## Est-il inéluctable que Joe Biden mène des guerres actives?

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 22 janvier 2021

[Observateur continental](#)

Région : [États-Unis](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Pendant les quatre années de son mandat, le président américain, Donald Trump, n'a pas déclenché une seule guerre et, bien au contraire, il a pris des mesures pour réduire les contingents déjà déployés à travers le monde. Joe Biden est désormais à la Maison Blanche et ce changement de pouvoir est préoccupant. Les médias ont exprimé des inquiétudes quant à une éventuelle reprise de l'ancien cours de la politique étrangère américaine qui pourrait conduire au début de nouvelles opérations militaires et conflits dans le monde.

Le calme relatif. Au cours des quatre dernières années, le Pentagone, suivant le cours de l'administration de Donald Trump, a continué de mener un certain nombre d'opérations militaires commencées plus tôt. Les plans militaires en Afghanistan, en Irak et en Syrie ont été, donc, poursuivis. Mais, au même moment, le contingent impliqué dans ces opérations a été progressivement réduit. Les soldats et les armes ont été systématiquement supprimés des points chauds.

Malgré de nombreuses situations de crise présentes dans différentes régions, de nouvelles opérations militaires n'ont pas été lancées. Ainsi, la confrontation avec le Venezuela et la Corée du Nord est toujours de nature politique et économique, mais elle n'est pas rentrée dans une phase militaire active.

En parallèle, même si la lutte contre l'Iran a lieu par des échanges de coups provoquant quelques pertes en personnel, même importante comme celle du général iranien, Qassem Soleimani, cela n'aboutit pas à une déflagration généralisée et à l'ouverture d'un conflit. Le calme relatif apparaît par le fait qu'au cours des dernières semaines, le président élu, Joe Biden, et les candidats à des postes clés du gouvernement américain ont parlé à plusieurs reprises de leurs projets de politique internationale. Ces discours ont traditionnellement touché plusieurs sujets principaux: l'engagement des États-Unis en faveur des idéaux touchant la liberté et la démocratie et la volonté d'aider les pays tiers dans la lutte contre la tyrannie.

Pour des raisons évidentes, personne n'a parlé encore directement de la volonté de déclencher une guerre avec tel ou tel pays. Malgré cette tranquillité qui paraît être exemplaire, la nouvelle administration présidentielle n'est pas différente des précédentes. En effet, on y parle constamment de la nécessité de faire face à la Russie, à la Chine et à d'autres rivaux géopolitiques. Des mesures sont proposées, allant des sanctions politiques et économiques aux manifestations de la force militaire.

Cependant, l'implication des forces armées ne franchit pas pour le moment la ligne rouge du début des hostilités ouvertes. A titre de rappel, George W. Bush, au début des années 2000, a lancé deux opérations majeures en Afghanistan et en Irak, faisant de lui un instigateur de guerre. Pendant la guerre déclarée contre le terrorisme, d'autres mesures militaires et politiques ont été également prises. Tout cela a immédiatement fait l'objet de critiques de la part du parti démocrate.

En 2008, c'est le démocrate, Barack Obama, qui a promis d'achever les opérations en Irak et en Afghanistan et de retirer ses troupes. Mais, cela n'a pas été fait durant ses deux mandats. Malgré ses critiques concernant son prédécesseur, et son obtention du prix Nobel de la paix 2009 «pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples», son administration a activement participé à l'organisation et à la conduite du «printemps arabe». De plus, c'est sous sa présidence que les opérations libyennes et syriennes, toujours en cours, ont été lancées.

Avec toute l'incertitude de la situation, il reste un risque certain que Joe Biden et son équipe ne se limitent pas à des sanctions contre des pays hostiles et lancent des opérations militaires à grande échelle. Les pays exposés par cette nouvelle politique sont la Russie et la Chine qui ont été déclarés comme étant les principaux opposants géopolitiques des Etats-Unis. D'ores et déjà, il est évident qu'ils seront combattus par l'emploi de sanctions économiques et politiques. Le Pentagone sera également impliqué dans ce combat, mais uniquement au niveau des cyber-opérations et par l'utilisation de proxies car une confrontation armée ouverte avec les superpuissances est tout simplement impossible. Seule une «petite guerre victorieuse» est acceptable pour résoudre des problèmes politiques urgents, et dans le cas de la RPC ou de la Russie, le conflit armé ne sera pas rapide et la victoire n'est pas garantie.

Par contre, tous les adversaires potentiels des Etats-Unis qui n'ont pas développé des forces armées restent des cibles adéquates en risquant de devenir le prochain «ennemi de la démocratie» et un théâtre de guerre. Les mesures militaires peuvent être utilisées pour «rétablir l'ordre» dans les régions voisines. Ainsi, les tentatives de changement de gouvernement au Venezuela se poursuivent depuis plusieurs années et comme il n'était pas possible de le faire pacifiquement, une opération militaire à grande échelle pourrait en être la solution. Les actions passées des Etats-Unis «dans l'arrière-cour» montrent la possibilité réelle de tels événements. Des risques similaires sont présents concernant la situation avec le Nicaragua. En ce qui concerne les relations des Etats-Unis et de la Chine, il est nécessaire de rappeler les rapports du passé récent sur une certaine influence officielle de Pékin sur l'équipe de Joe Biden et sur l'activation des renseignements chinois. S'ils correspondent à la réalité, le nouveau président des Etats-Unis a des raisons supplémentaires de ne pas lancer une guerre sur le terrain des relations avec la Chine.

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)  
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2021

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)